

Réseau A+FS
Réseau Agriculture et Sécurité Alimentaire

Réseau e+i
Réseau Emploi et Revenu

Services de Conseil Rural (SCR) et Faire Fonctionner les Marchés au Bénéfice des Pauvres (M4P)

Document de synthèse de la discussion électronique commune aux réseaux A+FS et e+i en Juin 2012

Par Carsten Schulz, Nara Weigel et Peter Schmidt

Introduction

Ce document synthétise la première discussion électronique commune qui eut lieu en Juin 2012 entre les deux réseaux thématiques de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) : les réseaux Agriculture et Sécurité Alimentaire (A+FS) et emploi et revenu (e+i), sur les Services de Conseil Rural (SCR) et la démarche Faire Fonctionner les Marchés au Bénéfice des Pauvres (M4P).

Cette discussion s'est développée à partir d'une session commune entre les deux réseaux lors de la rencontre face-à-face en Mai 2012 en Suisse. L'intention fut alors de faciliter une profonde entente entre les deux réseaux afin de rechercher les complémentarités entre les deux approches, étant donné que les SCR et la démarche M4P ont historiquement été traités dans deux réseaux distincts au sein de la DDC : le premier au sein du réseau A+FS et le second au sein du réseau e+i.

Les objectifs de la discussion électronique furent les suivants :

- Obtenir une compréhension commune sur les concepts de SCR et M4P par les communautés élargies des deux réseaux
- Développer des questions d'encadrement et des conseils pour utiliser les principes de M4P dans les SCR et pour intégrer les SCR dans les projets de développement des marchés.

La discussion électronique fut animée et inclut plus de 120 emails de 49 praticiens d'environ 18 pays. Ces emails ont été lus par les 430 membres des communautés *dgroup* (les groupes de discussion en ligne de la DDC) SCR et M4P. Les contributeurs actifs proviennent essentiellement d'Asie, d'Afrique et d'Europe, allant d'organisations partenaires de la DDC au grand public, d'instituts de recherche au secteur privé.

Que sont les SCR – Services de Conseil Rural?

La définition des SCR selon GFRAS (2011) : « Les services de conseil rural sont toutes les diverses activités qui fournissent les informations et les services nécessaires et demandés par les agriculteurs et autres acteurs dans un contexte rural afin de les aider à développer leurs propres compétences et pratiques techniques, organisationnelles et de gestion, dans le but d'améliorer leurs moyens d'existence et leur bien-être ».¹

¹ Traduit de GFRAS, 2011. *Rural Advisory Services Worldwide: A Synthesis of Actors and Issues. Synthesis Report*. B. Adolph, Triple Line Consulting, 65 p.

Dans les années 70 et 80, les SCR étaient largement compris comme un mécanisme de diffusion de technologies agricoles et de résultats de la recherche. À cause de changements constants dans le contexte social, politique et économique, les SCR sont devenus plus diversifiés et motivés par de multiples raisons. Les fournisseurs de SCR sont certes toujours impliqués dans l'accès aux connaissances et aux technologies, mais jouent de plus en plus un rôle clef de médiateur entre les acteurs du système d'innovation agricole tels que les organisations de producteurs, les acteurs du marché, la recherche et l'éducation. Les fournisseurs de SCR aident ces acteurs à améliorer leurs activités et leurs relations, à travers l'échange de connaissances et le développement des capacités.

La diversité d'approches, de fournisseurs et de sources de financements est un élément clé pour assurer que les SCR correspondent aux conditions locales et à la demande des clients, c'est-à-dire aux acteurs ruraux. Le Forum Mondial pour le Conseil Rural (GFRAS son acronyme en anglais) décrit les SCR publiques, privés et issus de la société civile comme les trois catégories fondamentales de SCR, qui se concentrent sur des activités différentes²:

- **Les fournisseurs de SCR publiques** sont importants pour coordonner les différentes activités de SCR, assurer la qualité et fournir un soutien technique. Ils s'assurent que les objectifs de développements nationaux, tel que la réduction de la pauvreté, soient remplis. Les SCR publiques offrent des conseils impartiaux et fournissent des services de bien public, par exemple en s'occupant de la gestion durable des ressources naturelles. Ils sont essentiels pour financer des SCR qui atteignent tous les producteurs, y compris les groupes vulnérables, même lorsque ces services sont effectués par des fournisseurs non-étatiques.
- **Les fournisseurs de SCR issus de la société civile** jouent un rôle critique pour atteindre les groupes désavantagés. Les organisations de producteurs donnent souvent des conseils sur des produits tout au long de la chaîne de valeur et sont donc essentiels pour améliorer l'accès aux marchés. Ils fournissent aussi des services organisationnels et sociaux importants.
- **Les fournisseurs de SCR privés** : il existe un large éventail d'acteurs du secteur privé qui fournissent des SCR. Les conseillers privés ont tendance à atteindre une clientèle engagée avec des produits à haute valeur ajoutée et plutôt aisée. Les fournisseurs d'intrants offrent des informations sur les nouvelles variétés et les méthodes de semis. Ils jouent aussi un rôle important pour faire le lien entre les producteurs et les marchés.

C'est pourquoi les services de conseil rural incluent une large variété d'activités tel que :

- Fournir des conseils techniques
- Faciliter l'échange de connaissances et d'expériences
- Favoriser les processus pour le développement d'innovations
- Promouvoir des processus d'innovation avec diverses parties prenantes
- Soutenir le développement d'entreprises en facilitant et en renforçant les capacités
- Les sujets de renforcement des capacités incluent l'évaluation des performances commerciales, l'analyse des marchés, les possibilités d'amélioration dans une chaîne de valeur (amélioration de la qualité, diversification, plus grande efficacité, etc.), planification commerciale, etc.
- Établir des liens vers des services financiers, des fournisseurs d'intrants, des centres de transformation et des commerçants
- Soutenir le développement organisationnel et la gestion de conflits
- Agir en tant que médiateur et coordinateur entre acteurs

....et bien d'autres tâches.

² Selon la citation par Dorothee Lötscher du Forum Mondial pour le Conseil Rural (GFRAS) lors de la discussion électronique.

Comme mentionné précédemment, au delà de la diversité des approches et des fournisseurs, la diversité des sources de financement pour les SCR est essentielle. Le financement des SCR peut provenir du secteur public (par exemple, des gouvernements locaux, budgets de l'État, bailleurs de fonds internationaux) ou du secteur privé (par exemple des producteurs ou d'organisations de producteurs, de compagnies). Le financement du secteur public est utilisé dans le contexte de biens publiques et pour des services d'intérêt global pour la société, par exemple pour la réduction de la pauvreté et l'utilisation durable des ressources naturelles. Le financement du secteur privé pour les SCR issus de compagnies est à la hausse, par exemple à travers la pratique de fournir des SCR lors de la vente d'intrants ou issus de la marge entre le prix d'achat et de vente. L'expérience montre que le financement à travers les clients eux-mêmes (le plus souvent les producteurs ou organisations de producteurs) reste rare. Il est important de noter que dans un système de SCR diversifié, la source des financements ne détermine pas nécessairement qui fournit le service.³

Qu'est-ce que M4P – la démarche 'Faire fonctionner les marchés au bénéfice des pauvres'?⁴

M4P est une démarche qui cherche à développer les systèmes de marché pour qu'ils fonctionnent mieux, durablement, et au bénéfice des pauvres, afin que ceux-ci puissent renforcer leurs capacités et tirer profit des opportunités offertes pour améliorer leur situation. La démarche M4P fournit des conseils à toutes les étapes d'un projet, de l'analyse et la conception à la planification, la mise en œuvre et le suivi et évaluation.

Citations de la discussion électronique

“Rendre les marchés bénéfiques pour les pauvres nécessite un effort combiné de la part de projets locaux, coordonnés par le gouvernement local, soutenus par l'État et d'autres acteurs de manière équitable, sinon les femmes et les paysans sans-terres/pauvres en terres ne seront pas bénéficiaires dans le long terme »

Yamuna Ghale (email 08.06.2012)

“A mon avis M4P est une démarche qui fournit des outils (intellectuels et conceptuels) afin de penser globalement (ou dans des systèmes plus larges) et agir localement en définissant des interventions dans un système de marché où nous avons les moyens de le faire, que ce soit dans le rôle de ministre, de représentant de bailleur de fonds, d'agent de projet, de dirigeant d'une coopérative ou de paysan. C'est peut-être cela la vraie valeur ajoutée de la démarche M4P ».

Ernst Bolliger (email 16.06.2012)

La démarche se fonde sur les principes suivants :

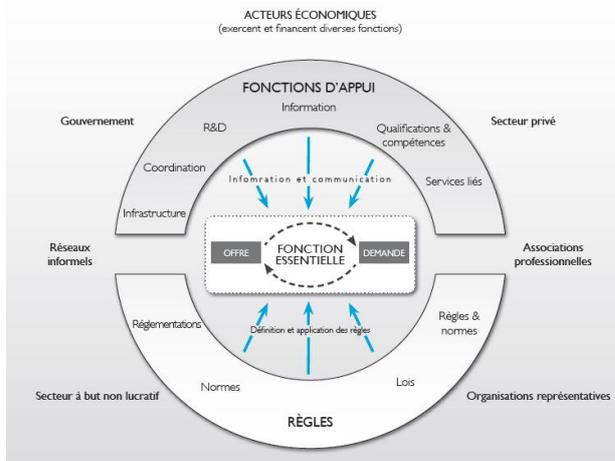
- I. **Une priorité d'intervention sur les systèmes de marché** : la priorité va au-delà de la chaîne de valeur et considère les systèmes de marché dans leur ensemble, reconnaissant leurs caractéristiques multifonctionnelles ainsi que la diversité des acteurs. Le développement des marchés se fonde sur une analyse et une compréhension approfondies du système de marché ; au-delà de l'identification des acteurs, il s'agit d'analyser un éventail de caractéristiques, de paramètres et de fonctions (cf. figure 1).

³ Plus d'informations sur les sources de financement et la combinaison de “modèles de financements mixtes” sont disponibles dans le [document d'introduction sur le Conseil Rural Diversifié \(en anglais uniquement\)](#), élaboré pour le face-à-face commun des réseaux A+FS et e+i.

⁴ Pour plus de détails, voir le “Document de Travail (en anglais) sur [‘Faciliter le changement dans les projets M4P’](#) par Roduner, Schulz, Fragnière 2011

Cette vision systémique des marchés n'est pas seulement pertinente pour les marchés commerciaux (comme l'industrie ou l'agriculture) mais aussi pour des 'marchés' traditionnellement considérés comme relevant du domaine public/de l'État, comme la santé, l'éducation, l'eau et l'hygiène, les infrastructures, le changement climatique, etc.

Figure 1: Schéma du système de marché



- Les **fonctions essentielles** entre producteurs et consommateurs (la séquence d'ajout de valeur dans la chaîne de valeur)
- Les **fonctions d'appui** telles que l'information, les services, etc. permettant le fonctionnement des fonctions essentielles et leur amélioration
- Les **règles formelles et informelles** qui façonnent les comportements et les relations

Source: DFID, DDC, Springfield Centre (2008)

- II. **Un changement d'envergure** : en s'attaquant aux causes (plutôt qu'aux symptômes) de la mauvaise performance des systèmes de marché, M4P cherche à déclencher un changement d'envergure. Les interventions en elles-mêmes peuvent être modestes, mais tenteront systématiquement de s'appuyer sur les actions des principaux acteurs du marché, pour provoquer un changement systémique extensif et profond.
- III. **La pérennité** est une préoccupation majeure de M4P. En travaillant sur (et avec) les incitations et les capacités des acteurs du marché, le but est d'atteindre des changements systémiques et durables dans le fonctionnement des marchés. Ceci signifie en particulier regarder comment les fonctions essentielles et d'appui dans les systèmes de marchés ainsi qu'une amélioration constante de l'environnement réglementaire et politique peuvent être maintenus dans le long terme, sans soutien externe.
- IV. **Un rôle facilitateur**: M4P demande aux organisations de développement de jouer un rôle facilitateur dans les systèmes de marchés : un projet ne doit jamais assumer une fonction du marché. Les acteurs externes, projets, organisations de développement, etc. doivent chercher à catalyser le changement dans le système de marché (sans assumer une fonction du marché eux-mêmes) et doivent travailler avec les acteurs du marché afin qu'ils puissent être plus performants. Il en découle que les interventions des organisations de développement sont clairement temporaires et catalytiques.

Par conséquent, les interventions doivent être sensibles aux conditions locales du marché et stimuler des changements fondamentaux et à grande échelle. Il est attendu que l'amélioration du système de marché dans son ensemble conduise au 'crowding-in' d'autres acteurs. Afin de réussir ce type de facilitation (pour lequel il n'y a pas de modèle défini), les organisations doivent être crédibles, indépendantes et avoir les connaissances et compétences nécessaires.

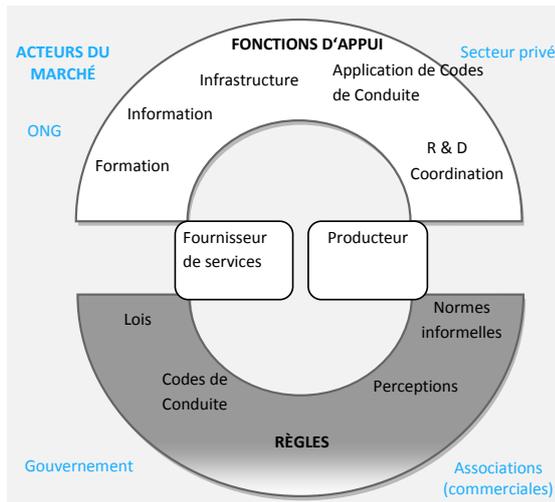
SCR et M4P – contradictoires ou complémentaires ?⁵

Il existe souvent une perception selon laquelle les SCR et M4P sont contradictoires ; par exemple, un projet peut utiliser l'une ou l'autre approche, mais aucunement les deux en même temps. Cependant, on pourrait soutenir que M4P et les SCR sont complémentaires : **M4P définit les conditions du cadre global sous lesquelles les SCR sont appliqués.**

⁵ Pour plus de détails, voir le document d'introduction "[Faire fonctionner les marchés au bénéfice des pauvres \(en anglais\)](#)" par Mathias Herr, HELVETAS Swiss Intercooperation.

Le cadre et les principes M4P fournissent un outil aux projets SCR pour réfléchir à des solutions d'envergure et pérennes. La figure 2 et la liste ci-dessous illustrent comment un schéma de système de marché M4P peut être utilisé pour les services de conseil rural. Faire ceci aide les projets à analyser et à comprendre les fonctions et les acteurs qui constituent un système de services de conseil rural efficace et diversifié.

Figure 2: Un marché de Services de Conseil Rural typique



- **La transaction centrale** concerne l'échange par exemple d'informations sur la productivité, entre paysans et fournisseurs de services (par exemple services de vulgarisation publiques, fournisseurs privés, vendeurs d'intrants, etc.).

- **Une variété de fonctions et de règles** sont nécessaires pour soutenir cet échange d'information. Par exemple la formation des fournisseurs de services, la coordination entre les producteurs, les critères de qualité pour la mise à disposition d'informations, l'accès à des financements pour financer ces services, etc.

- Un nombre **d'acteurs** publiques et privés sont impliqués dans un système de SCR typique, par exemple des associations de fournisseurs de services pour assurer la qualité, des institutions gouvernementales pour former les fournisseurs de services, des entreprises privées ou des détaillants d'intrants, etc.

L'application du cadre de système de marché M4P (Figure 1) à un système de SCR typique (illustré dans la Figure 2), montre d'un côté l'utilité de ce cadre et de l'autre à quel point il est important que les projets SCR prennent en compte le système élargi nécessaire pour soutenir les SCR dans un contexte donné. Par exemple, un projet de SCR ne doit pas assurer certaines fonctions du système si celles-ci sont critiques pour la pérennité du système de SCR dans son ensemble. Par exemple, un projet de SCR ne doit pas lui-même fournir des formations. Les projets SCR doivent stimuler différents acteurs locaux à endosser des rôles légitimes dans le système de SCR. Ils doivent agir comme facilitateurs afin d'atteindre un changement pérenne dans le système SCR ainsi qu'un impact de grande envergure sur la population visée (par exemple les paysans). Les principes et cadres de M4P sont donc applicables aux, et valables pour, les projets SCR, afin qu'ils soient efficaces.

Que peut M4P apprendre des SCR? Que peuvent les SCR apprendre de M4P?

La section précédente illustre la valeur ajoutée de considérer M4P et SCR comme complémentaires. M4P peut aider à comprendre les conditions cadre et les parties prenantes clés pour la conception et la mise en œuvre de SCR pérennes. A leur tour, les expériences et les objectifs des SCR peuvent contextualiser une intervention M4P et aider à garder une orientation pro-pauvre, par exemple à travers le choix des interventions et des acteurs avec qui travailler et renforcer. Comme illustré par les citations de la discussion électronique dans le cadre ci-dessous, l'expérience suggère aussi que M4P et SCR fournissent deux points de vue parmi de nombreux autres, et s'ils peuvent se renforcer mutuellement à un moment donné, des aspects clés de chaque approche peuvent aussi être mis en valeur séquentiellement, c'est-à-dire se déplacer consciemment au cours du cycle de projet d'une intervention de soutien diversifié aux SCR (y compris formations, éléments d'autonomisation, subventions judicieuses) vers une démarche de moindre intervention suivant la démarche M4P

Citations de la discussion électronique

“Pour moi cela sonne comme ‘l’œuf ou la poule’. Que vient en premier, qu’est-ce qui est plus important ? SCR peut être suffisant dans une situation alors que M4P est une bonne approche dans une autre. Pour moi ce SCR/M4P devient maintenant un peu trop strict. Nous ne devons pas oublier de rester ouverts à d’autres cadres, approches ou outils qui peuvent être utilisés suivant la situation donnée. La diversité est importante.”

- Hans Schaltenbrand (email 06.06.2012)

“D’après les exemples ci-dessus, je peux maintenant voir comment le projet est passé d’une approche de type SCR à une approche M4P mais sans le dire. C’est pourquoi je peux en déduire que ces approches ont été utilisées suivant les étapes de développement des communautés que nous servons. En ayant suivi ces discussions, je peux maintenant consciemment intégrer les approches dans la mise en œuvre du projet, pour une considération holistique des bénéfices qui peuvent émaner du projet. »

- Chhimi Dorji (email 08.06.2012)

Les points ci-dessous résument les apports de la discussion électronique et mettent en valeur avec plus de détails ce que les deux approches peuvent apprendre l’une de l’autre.

1) Que peuvent les praticiens de M4P apprendre des praticiens SCR ?

- Les projets M4P doivent comprendre le rôle important des **SCR comme catalyseurs** de développement rural et de chaînes de valeur. Étant donné que la vraie pérennité est obtenue si un système est capable de se renouveler lui-même, le rôle des facilitateurs issus du système même ne doit pas être négligé par une intervention M4P.
- Les projets M4P peuvent apprendre de la **dynamique des intérêts publics communs**: parfois, les gouvernements peuvent ou doivent utiliser des fonds publics pour subventionner certains efforts de développement.
- Lors de l’intégration de SCR dans des projets M4P, il est impératif d’aller **au-delà de la logique économique**, c’est-à-dire de ne pas négliger le **renforcement des capacités** des groupes cibles, afin qu’ils puissent devenir les agents de leur propre changement. M4P peut apprendre de l’une des fonctions clés des SCR diversifiés : **l’autonomisation** des parties prenantes locales pour prendre des décisions informées et pour constamment développer des innovations afin de s’adapter à un environnement perpétuellement changeant.
- Les professionnels de SCR diversifiés considèrent souvent systématiquement les questions liées aux financements à long terme nécessaires pour que le système dans son ensemble fonctionne ; les professionnels M4P peuvent apprendre à réfléchir à cette question de financement à long terme dans le contexte de la pérennité, au-delà d’interventions M4P individuelles.

2) Que peuvent les praticiens de SCR apprendre des praticiens M4P ?

- M4P fournit un **cadre** important pour expliquer le rôle facilitateur et médiateur des SCR et comment ce rôle peut être renforcé.
- Lors de la conception de SCR, il faut réfléchir à mettre la **priorité sur le système** et considérer les questions de pérennité. Les SCR doivent fonder leurs activités sur une compréhension systémique et dans le but de contribuer à un changement systémique. Au lieu de directement soutenir les SCR, les projets doivent renforcer un environnement propice. Qui plus est, travailler avec des **chaînes de résultats** pour planifier des interventions SCR peut aider à rendre les liens et les causalités dans le système plus visibles.

- L'analyse systémique aide à identifier **l'élément déclencheur** dans le système qui permettra d'obtenir un vrai changement avec des effets à grande échelle. Les professionnels des SCR pourront réaliser qu'il ne s'agit pas toujours d'organiser « plus de formations pour les paysans » mais qu'il peut s'agir d'interventions complètement différentes telles que des changements de politiques, l'accès aux marchés, le prix d'intrants agricoles, etc.
- M4P met la question de **la pérennité** rigoureusement au centre de l'attention, un aspect que les initiatives SCR n'ont pas toujours suffisamment considéré (ainsi que le démontrent les nombreux systèmes SCR non pérennes à travers le monde).
- Un cadre M4P promeut la réflexion sur **l'envergure** dès le début, lors de la conception des SCR ; c'est-à-dire, au lieu de chercher des pilotes qui fonctionnent bien, développer des stratégies pour atteindre une grande envergure dès le début.

Questions directrices auxquelles répondre lors de la planification d'intervention M4P/SCR

La discussion électronique animée a conduit à l'identification de questions directrices afin de :

- Nous guider quand nous concevons de nouveaux projets fondés sur les principes M4P et RAS, et/ou
- Vérifier si les interventions de nos projets en cours prennent en compte les principes RAS et M4P

Les questions sont regroupées autour des problèmes clés identifiés comme importants dans les différentes étapes d'interventions M4P/RAS

Problèmes clés	Questions directrices
Flexibilité du bailleur de fonds dans la planification et l'adaptation de la stratégie	<ul style="list-style-type: none"> • L'approche ou le cadre utilisés permettent-ils une flexibilité dans la planification et la mise en œuvre ? • Le bailleur de fonds montre-t-il de l'intérêt et une bonne volonté pour comprendre et s'adapter aux circonstances locales ? • Le bailleur de fonds est-il prêt à financer un projet de moyen à long terme, si l'intervention est réussie ? • ...
Des conditions cadre stables	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les interventions possibles et nécessaires dans un contexte sans conditions cadre stables, par exemple dans un contexte fragile, sans d'État de droit, corruption ? • Existe-t-il des rôles spécifiques des structures de gouvernements locaux et de la société civile qui peuvent contribuer à des conditions cadre plus stables ? • ...
Clarification des rôles	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les fonctions (de marché) requises pour que le système fonctionne mieux ? • Quels sont les rôles et responsabilités de chacun des acteurs impliqués et visés par les interventions (le secteur privé, la société civile, le secteur public, le bailleur de fonds et d'autres), c'est-à-dire qui fait, qui paye, qui fera et qui payera ? • Quel est le rôle de l'équipe de projet ? A-t-elle vraiment un rôle facilitateur ? Réalise-t-elle une fonction du marché ? • ...
Implication, sentiment d'appartenance et renforcement des acteurs locaux	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure le processus est-il pensé et porté en avant par les acteurs locaux ? Les acteurs locaux ont-ils un sentiment d'appartenance ? • L'intervention du projet conduit-elle à l'autonomisation et au renforcement organisationnel des acteurs locaux ? • À travers notre soutien, aidons-nous les partenaires à trouver un optimum d'auto-organisation des parties prenantes ? • L'approche ou le cadre utilisé encourage-t-il la confiance entre les parties prenantes impliquées ?

	<ul style="list-style-type: none"> • ...
Subventions / incitations / “subventions judicieuses” → légitimité pour financements publics.	<ul style="list-style-type: none"> • Quel est l’intérêt ‘public’ d’utiliser des subventions ? Existe-il des interventions d’intérêt public ou avec un caractère de bien public qui mérite des financements publics ? • S’il existe des subventions, sont-elles judicieuses, c’est-à-dire données pour : <ul style="list-style-type: none"> ○ Stimuler ou démarrer ? ○ Évitant la création de dépendances ? ○ Incluant une contribution financière du bénéficiaire ? ○ Combinée avec une stratégie de sortie ? • Qui donne de fait ces « subventions judicieuses » ? La solution choisie est-elle la meilleure ? • Existe-t-il un processus politique participatif en place qui légitimise les subventions ? • Qui reçoit les subventions? ? La solution choisie est-elle la meilleure ? • Des critères sont-ils en place pour assurer la neutralité compétitive des subventions ? • ...
Encourager l’innovation et l’apprentissage	<ul style="list-style-type: none"> • Existe-t-il un environnement propice pour innover ? • Quels acteurs doivent être impliqués? • Comment les interventions du projet doivent-elles être conçues pour soutenir un système d’innovation fonctionnel ? • Comment peut-on stimuler l’innovation ? • L’introduction d’innovations et leur diffusion nécessitent-elles des subventions pour démarrer ? • Comment apprenons-nous de nos interactions dans des systèmes dynamiques et complexes ?? • Sommes-nous en train de promouvoir l’établissement de mécanismes d’apprentissage pérennes entre acteurs clés dans le système (par exemple des échanges entre pairs) ? • ...
Envergure	<ul style="list-style-type: none"> • Comment prévoyons-nous d’atteindre une grande envergure d’impact ? • Le “crowding-in” est-il susceptible d’arriver? Si non, que devons nous faire pour qu’il arrive ? • Combien de temps nos interventions doivent-elles durer ? • Après la fin des interventions, que feront différemment les acteurs endogènes ? • ...
Autonomisation, par exemple des femmes, de groupes marginalisés	<ul style="list-style-type: none"> • Qui sont les groupes désavantagés et marginalisés ? • Comment pouvons-nous nous assurer que nos interventions affectent ces groupes ? • Atteignons-nous vraiment les pauvres ? • ...
Résistance	<ul style="list-style-type: none"> • Les interventions de notre projet permettent-elles les acteurs locaux de réagir à des environnements changeant rapidement ? • ...

Les citations dans le cadre ci-après illustrent quelques uns des problèmes clés qui furent soulevés dans la discussion électronique et qui conduisirent aux questions précédentes.

Citations de la discussion électronique

“Je crois que le seul moyen de gérer de telles dynamiques est l'apprentissage. Et puisque c'est des trucs compliqués et dynamiques, il n'y a pas d'experts là-dehors qui puissent dire aux paysans quoi faire (dites ça aux SCR !). L'apprentissage doit être de paysan à paysan, commerçant à commerçant, livreur à livreur, chef de village à chef de village, forestier à forestière, et les uns avec tous les autres. L'échange entre pairs est requis. Et cela nécessite de bons mentors, modérateurs, facilitateurs (dites cela aussi aux SCR !). [...] La compétence pour apprendre et s'adapter est ce qui doit être pérenne. La nature ne cesse de nous répéter justement cela. 'Nous ne pouvons rester dans une rivière tourbillonnante, nous devons apprendre à nager'. »

- Ueli Scheuermeier (email 08.06.2012)

“Qu'est-ce qui arrive quand nous appliquons les mêmes critères rigides sur les subventions à nous-mêmes, reconnaissant que nous sommes moins dignes de subventions que les pauvres? Par exemple, comme manager, je trouve les formations M4P très chères. Mais nous y envoyons des gens vu que la participation est souvent subventionnée par l'organisation, ou des projets financés par des bailleurs de fonds ou des gouvernements, très (très) rarement payés par l'individu. Quel est le message ici ? Quelle est la stratégie pour amplifier ce type de renforcement des capacités ? Il me semble que les hommes/femmes riches peuvent recevoir une formation gratuite, mais pas les pauvres vu que ces derniers peuvent s'embrouiller par le message inhérent ? »

- Rupa Mukerji (email 06.06.2012)

“Le fait est que la plupart des organisations paysannes manquent en ce moment des capacités intellectuelles et organisationnelles pour prendre M4P directement de la théorie et en faire quelque chose d'utile pour leurs propres plans et stratégies. Il n'y aurait aucun impact à leur offrir un séminaire M4P. En ce moment, M4P est le cadre pour nous (et pour les partenaires mandatés par la DDC qui consultent et travaillent avec les organisations paysannes) pour comprendre le système et guider le dialogue avec les organisations paysannes.

- Simon Zbinden (email 06.06.2012)

Remarques finales

Une profonde entente entre les communautés SCR et M4P a été facilitée au cours des derniers mois à travers la **session commune** des réseaux A+FS et e+i en Mai 2012 lors de l'événement face-à-face du réseau A+FS en Suisse, à travers la **discussion électronique** en Juin 2012, qui a révélé les expériences des membres dans les deux domaines, et à travers ce **document de synthèse** contenant des **questions directrices** pour planifier et mettre en œuvre des initiatives M4P et SCR.

Au tout début de l'échange, il y eut une certaine tension entre M4P et SCR qui, tout au long du dialogue, s'est transformée en une compréhension commune de la **complémentarité** des deux approches. M4P est une démarche qui visualise les conditions cadre générales pour développer des systèmes de marché, par exemple, les services de conseil rural. Les SCR représentent un système qui fournit des informations et des services pour le développement des moyens d'existence d'une population rurale, c'est-à-dire c'est un système qui peut être analysé et développé à travers différentes perspectives, que ce soit M4P ou d'autres.

La discussion électronique animée a montré que l'on peut beaucoup apprendre de ces rencontres, que espérons-le continuerons et nous aiderons à atteindre nos objectifs communs : travailler vers la réduction de la pauvreté à travers des moyens d'existence ruraux améliorés, la sécurité alimentaire et des systèmes de marchés plus productifs, d'une manière efficace, durable, participative et autonomisante. Une activité qui suit importante suggérée par le point focal du réseau e+i est de valider les questions directrices et de les développer en un outil utilisable sur le terrain.

Annexe: contributeurs à la discussion électronique

L'équipe facilitatrice voudrait remercier tous les participants actifs de cette discussion électronique pour leurs précieux apports (par ordre d'apparition):

Alex Carr, GRM International, Zimbabwe	Eugene Kanyandekwe, SDC in Ruanda	Gino Catacora T., Programa Innovacion Continua - PIC COSUDE, Bolivia
Markus Eggenberger, SDC in Mali	Zahid Hasan, HELVETAS Swiss Intercooperation in Bangladesh	Martin Fischler, HELVETAS Swiss Intercooperation, Switzerland
Dorothee Lötscher, GFRAS, Switzerland	Tiffany Urrechaga, Growth & Employment in States (GEMS3), Nigeria	Marcus Jenal, consultant indépendant en facilitation des marchés, Switzerland
Willem van Weperen, Caritas Switzerland based in Tajikistan	Dr. Annemarie Sancar, SDC Gender Policy Advisor, Switzerland	Carolin Feeseberg, Swisscontact, Switzerland
Roger Oakeley, M4P Hub, UK	Jim Tanburn, Donor Committee for Enterprise Development DCED, UK	Markus Ehmann, HELVETAS Swiss Intercooperation, Switzerland
Roy Cordova, HELVETAS Swiss Intercooperation in Bolivia	Linda Jones, International Centre for Women's Leadership, Canada	Rolf Gsell, SDC HH/SKH, Switzerland
James Keddie, consultant indépendant en Developpement de marchés, UK	Yamuna Ghale, SDC in Nepal	Roel Hakemulder, consultant indépendant PSD, Bangladesh
Thierry Pleines, Brücke • Le pont, Switzerland	Chhimi Dorji, HELVETAS Swiss Incooperation in Bhutan	Giel Ton, LEI Wageningen UR, The Netherlands
Simon Zbinden, SDC in Benin	Dave Boselie, The Sustainable Trade Initiative, The Netherlands	Alain Cuvelier, HELVETAS Swiss Intercooperation in Tanzania
Nicole Stolz, Caritas Switzerland	Susan Joekes, Donor Committee for Enterprise Development DCED, UK	Thomas Bernet, Research Institute of Organic Agriculture (FiBL), Switzerland
Rupa Mukerji, HELVETAS Swiss Intercooperation, Switzerland	Mamunur Rashid, HELVETAS Swiss Intercooperation, Bangladesh	Muhammad Anwar Bhatti, HELVETAS Swiss Intercooperation in Pakistan
Mamadou Moustapha DIARRA, HELVETAS Swiss Intercooperation in Mali	Ernst Bolliger, AGRIDEA Switzerland	Athumani K. Zuberi, Rural Livelihood Development Company (RLDC), Tanzania
Hans Schaltenbrand, Bern University of Applied Sciences, Switzerland	Michael R. Goe, Institute of Agricultural Sciences, ETH Zurich, Switzerland	Braison Salisali, Rural Livelihood Development Company (RLDC), Tanzania
Zahid Hasan, HELVETAS Swiss Intercooperation in Bangladesh	Isabelle Dauner Gardiol, HELVETAS Swiss Intercooperation, Switzerland	Luis E. Osorio-Cortes, Practical Action Consulting, UK
Peter Schmidt, HELVETAS Swiss Intercooperation, Switzerland	Andre Vording, ICCO; The Netherlands	Dr Susan Johnson; Department of Social and Policy Sciences; University of Bath, UK
Ueli Scheuermeier, Rural African Ventures Investments Ltd, Switzerland	Mike Abu, Practical Action Consulting, UK	
Ernst Schaltegger, Advisor InnovaBridge Foundation, Switzerland	Abdur Rob, Practical Action, Bangladesh	